

## La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie

Le secteur énergétique compte pour 40 % des exportations de la Fédération de Russie. Les réserves prouvées de pétrole russe sont supérieures aux réserves prouvées américaines. Moscou dispose de plus de 30 % des réserves mondiales de gaz, ce qui en fait le premier producteur au monde. La production de pétrole russe a fluctué au cours des ans, mais la dévaluation du rouble et la privatisation des entreprises d'État, comme Gazprom, Yukos, Lukoil, lui ont permis de devenir le deuxième plus grand exportateur de pétrole après l'Arabie saoudite. Moteur de la croissance russe, le secteur énergétique est le théâtre d'âpres luttes d'influence entre le gouvernement et les sociétés pétrolières. Par ailleurs, *le facteur énergétique constitue un élément central de la politique étrangère de la Russie : que ce soit à l'égard des Etats-Unis, de la Chine, de l'Europe ou encore des pays du Caucase et d'Asie centrale, Moscou use de ce vecteur d'influence pour restaurer des positions internationales perdues avec l'effondrement de l'URSS.*

### Le renouveau de la « diplomatie de l'énergie » russe :

En avril 2002, la notion de « diplomatie de l'énergie » a fait son apparition dans un rapport du World Energy Policy, une publication du ministère des affaires étrangères. Il y était préconisé de recentrer la politique extérieure sur une diplomatie « active » de l'énergie, considérée comme le **meilleur moyen pour la Russie de reconquérir une place prépondérante sur la scène internationale**. Cette conception de la politique énergétique comme levier de la guerre économique s'appuie sur une idée neuve dans les sphères de la diplomatie russe, celle de « *multivectorialité* », définie comme une politique « *dans laquelle les différentes orientations géographiques et priorités ne se contredisent pas, mais se complètent entre elles* ». *La diversité des partenariats énergétiques est donc un objectif prioritaire pour le gouvernement russe*. Dans la rhétorique gouvernementale, la Russie doit émerger comme le pivot autour duquel le futur marché des énergies fossiles va s'articuler. *La politique énergétique est conçue à la fois par la Russie 1) comme un outil de contrôle de ses partenaires* (la Russie jouant sur la dépendance énergétique de ces pays, en particulier la dépendance gazière de l'Europe), *2) comme un instrument de renforcement de ses capacités de production et de distribution par l'apport de capitaux étrangers* qui lui permettent de moderniser ses infrastructures (consolidation des partenariats avec les Etats-Unis et la Chine), enfin, à travers ses grandes sociétés énergétiques, *3) comme un vecteur d'expansion de son influence géopolitique par des stratégies d'acquisition* (reconquête de la zone d'influence de l'ancien espace soviétique).

### La relance de la politique pétrolière coïncide avec une reprise en main par l'Etat du secteur national de l'énergie :

Le secteur énergétique a largement été maintenu sous le contrôle d'intérêts privés et des monopoles oligarchiques pendant la décennie 1990. La lutte qui oppose l'Etat aux groupes privés est toujours forte et s'explique par la structuration paradoxale du secteur pétrolier russe : la production de brut a augmenté de 10 % en 2002 pour atteindre 379 millions de tonnes alors que les capacités d'exportation plafonnent à 150 millions de tonnes par an. *Ces dernières années, LuKoil, Yukos, TNK et Sibneft ont exercé d'énormes pressions sur le gouvernement pour financer eux-même un oléoduc afin d'augmenter leurs capacités d'exportation, mais l'Etat leur refuse toujours la possibilité de construire leur propre oléoduc*. Pour celui-ci cette privatisation reviendrait à abandonner la maîtrise des oléoducs et des exportations de brut, avec le risque d'une pénurie sur le marché intérieur. La construction de réseaux privés s'opposerait de plus au système actuel qui prévoit un accès égalitaire aux « tuyaux ». En effet, *tous les pipelines existants en Russie sont sous le contrôle de l'Etat via un monopole public : Transneft*. Ce bras de fer revêt également une dimension politique. La maîtrise des flux procure au Président Poutine un moyen de pression très précieux sur les patrons du secteur, et l'éviction de Khodorkovsky s'inscrit dans cette logique : c'est parce que l'oligarque voulait fusionner

sa compagnie pétrolière Yukos avec son rival Sibneft, puis en vendre une partie à ExxonMobil, qu'il a été sanctionné par le gouvernement. Son arrestation fait partie intégrante de la stratégie de reconquête par l'Etat du secteur énergétique.

### **L'émergence d'un axe énergétique Moscou-Washington-Beijing :**

L'effet le plus remarquable de cette relance du secteur énergétique a été le rapprochement russo-américain qui s'est produit suite au 11 septembre. ***La Russie, nouvelle alliée des Etats-Unis dans la lutte antiterroriste, a compris qu'en affirmant son indépendance à l'égard de l'OPEP, elle répondait au désir des américains de développer un réseau alternatif d'approvisionnement, et de diminuer leur dépendance vis-à-vis des pays du Golfe. Elle apparaissait alors comme la source d'approvisionnement la plus stable aux yeux des USA.*** Ce réchauffement russo-américain a commencé avec la proposition faite par Lukoil de construire un terminal pour pétroliers géants à Mourmansk afin de faciliter le transport du pétrole vers les Etats-Unis. Il s'est poursuivi par la tenue du Forum russo-américain de l'énergie de Houston en octobre 2002, à la suite duquel le GAFI a retiré la Russie de la liste des pays mis à l'index pour leur comportement en matière de criminalité financière. ***Cependant cette alliance pétrolière ne doit pas faire oublier les tensions*** qui animent la relation entre la Russie et les Etats-Unis, que ce soit dans la région de la Caspienne, ou au niveau de l'implantation des compagnies américaines – Exxon mobil a perdu fin 2004 sa licence pour l'exploitation du champ géant Sakhalin-3. ***Parallèle à cette « pétro-stratégie » russo-américaine, s'opère une consolidation du partenariat énergétique russo-chinois.*** Les besoins gaziers et pétroliers de la Chine en font un marché d'autant plus intéressant pour la Russie que les réformes de libéralisation, notamment sur le marché gazier européen, augmentent les pressions concurrentielles. Ce partenariat reste cependant ambigu : l'attribution du tracé de l'oléoduc russe en faveur du projet Nakhoda, à destination du Japon, montre bien la méfiance qu'entretient la Russie vis-à-vis de la Chine, qui plaidait pour un oléoduc reliant Angarsk à Daqing. Ce rebondissement illustre les dissensions toujours présentes dans la politique intérieure russe, puisque le projet chinois était soutenu par des investisseurs privés, notamment Yukos et Petrochina, alors que Transneft, avec le soutien du gouvernement, appuyait le projet japonais. ***La Russie a surtout compris qu'elle ne pouvait que bénéficier de la mise en concurrence de la Chine et du Japon.*** Enfin, en marge de cette alliance « trinitaire », l'Europe n'est pas en reste, l'initiative Poutine-Prodi sur la signature d'un partenariat énergétique entre l'Union européenne et la Russie, en discussion depuis 2000, devant lier plus étroitement ces deux zones en matière de gaz. ***La Russie veut en effet accroître ses parts de marché en Europe et espère par conséquent créer un lien organique avec l'Union.***

### **L'efficacité de la stratégie d'influence russe est minorée par le déficit infrastructurel et financier du secteur énergétique :**

***A travers ce redéploiement de sa politique énergétique, la Russie tente de retrouver l'influence qui était celle de l'URSS sur les pays du Caucase et d'Asie centrale*** à travers l'acquisition par les sociétés d'Etat d'infrastructures critiques sur ces territoires. Considérant l'avantage compétitif des compagnies russes dans la région, il n'est guère surprenant de constater ce resserrement des liens de l'ère soviétique. En tête de ce mouvement, on retrouve les géants Gazprom et UES (Systèmes d'Energie Unifiés) : le premier tente d'instrumentaliser son statut de principal fournisseur de gaz et payeur de taxes de transit à l'Ukraine et à la Biélorussie pour obtenir des participations dans le réseau de pipe-lines de ces deux pays, tandis que le second essaie de restaurer le monopole russe sur la production et la distribution d'électricité en Arménie, au Kazakhstan et en Géorgie, pour plus tard investir la Bulgarie, la Slovaquie et les pays baltes. Le renouveau de l'industrie énergétique russe est donc réel, pour autant il ne doit pas occulter les carences toujours existantes : ***la Russie n'a en effet d'avenir que si des investissements massifs sont faits pour améliorer les infrastructures de production et de transport,*** la plupart étant obsolètes. Ce déficit d'infrastructures renvoie en miroir au déficit de financement à l'exportation qui handicape les sociétés russes : elles souffrent encore de nombreux désavantages lorsqu'elles sont en concurrence pour des contrats à l'étranger. Elles doivent subir des coûts plus élevés pour leurs emprunts, en partie parce que la Russie n'a pas d'équivalent aux

énormes plans de financement à l'exportation gérés par des agences gouvernementales comme Eximbank aux Etats-Unis ou Hermes en Allemagne.